



WIEGO

Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing

Lettre d'Information OBA de WIEGO

Une newsletter aux organisations de travailleurs informels basées sur leurs adhérents (OBA)

Juin 2017

Salut chers amis et collègues!

Nous espérons que vous aimerez ce bulletin. Nous aimons recevoir de vos nouvelles! Si vous avez des questions ou des commentaires, ou si vous souhaitez soumettre du contenu pour le prochain bulletin, se il vous plaît écrivez-nous à megan.macleod@wiego.org.

Nous contacter à WIEGO!

Courriel :
Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing (WIEGO) Limited
79 JFK Street #32,
Cambridge, MA 02138 USA
Tel.: 1-617-496-7037
Email: wiego@wiego.org
Web: www.wiego.org
Facebook: [facebook.com/wiegoglobal](https://www.facebook.com/wiegoglobal)
Twitter: [@wiegoglobal](https://twitter.com/wiegoglobal)

Quoi de neuf à WIEGO?

Cliquer ici pour obtenir un lien vers nos activités et nos événements récents et à venir (en anglais!)

Conférence de SYNATRA pour la popularisation d'une charte des travailleurs et travailleuses de l'économie informelle du transport

*Par Souley Zeinabou Habou Barma Fenasein Niger
Présidente de la FENASEIN et Secrétaire générale de SYNATRA*

Au mois d'octobre 2016, le Syndicat national des travailleurs et travailleuses autonomes de l'économie informelle du Niger (SYNATRA) a organisé une conférence pour présenter et populariser la charte des travailleurs de l'économie informelle du transport. Cette conférence faisait partie d'une semaine d'action qui a lieu tous les ans dans le monde entier pour les syndicats des transports urbains, ferroviaires et routiers. Les événements – qui comprennent des activités de plaidoyer, du lobbying, des visites de terrain, de la formation et des conférences – sont organisés par des syndicats et d'autres organisations affiliées à la Fédération internationale des ouvriers du transport.

La charte défendue par SYNATRA est l'aboutissement d'un projet de trois ans visant à accroître la visibilité des femmes travailleuses de l'informel dans le domaine du transport. La charte comporte plusieurs éléments importants qui tendent à améliorer les conditions de vie et de travail des travailleuses et travailleurs dans le secteur du transport. Ces éléments incluent : le respect pour les droits fondamentaux des syndicats, la négociation collective et la concertation, la reconnaissance de toutes les travailleuses et travailleurs dans l'économie du transport, les droits des femmes, la santé et la sécurité, l'accès à la protection sociale, l'éradication du harcèlement, de l'exploitation et de la corruption, et la reconnaissance internationale.

Pour plus d'informations :

- À propos de cette conférence :
 - ☐ <http://news.aniamey.com/h/73867.html>
 - ☐ <https://www.youtube.com/watch?v=h9jpm-9817WU>

☐ <https://www.youtube.com/watch?v=E-6jo6I-FLbM>

- À propos de SYNATRA :
 - ☐ <http://news.aniamey.com/h/75932.html>
- À propos de FENASEIN (en anglais avec des liens vers des actualités en anglais et en français) :
 - ☐ <http://www.wiego.org/wiego/federation-nationale-des-syndicats-fenasein>

Les récupérateurs et récupératrices des matériaux s'organisent à travers le Projet WISA

Par Vanessa Pillay

L'intégration du système de gestion des déchets en Afrique du Sud (WISA en anglais) est un projet organisationnel à trois ans (de 2016 à 2019) financé par la Fondation du Commonwealth, afin de soutenir les efforts de coordination parmi les récupérateurs et récupératrices de matériaux dans les villes de Johannesburg, Tshwane et Sasolburg, en Afrique du Sud.

(Suite à la page 2)



Un participant montre le dos de son t-shirt lors d'une des épreuves d'organisation.
Photo: V. Pillay

Des frais punitifs sont abolis pour les porteuses de marché à Accra, au Ghana

Pendant la campagne des élections nationales en 2016, les organisations de base (OBA) de la ville d'Accra, au Ghana, ont rencontré les représentants de quatre des principaux partis politiques au cours d'une assemblée publique. Les rencontres ont été facilitées par Dorcas Ansah, la coordinatrice de Villes focales de WIEGO pour Accra. Les organisations de base ont fait part de leurs préoccupations lors de ces rencontres. Une question essentielle portait sur l'existence de frais imputés aux kayayei (porteuses de marché) par la municipalité d'Accra. Ces frais visent les travailleurs indépendants, mais les kayayei sont des travailleuses salariées qui sont embauchées par les commerçants et les clients du marché ; elles ne sont pas indépendantes. Pendant l'assemblée publique, le Nouveau parti patriotique (NPP) s'était engagé à supprimer la taxe s'il était élu. En décembre 2016, l'élection était gagnée par le NPP. Les kayayei ont immédiatement commencé à s'impliquer pour rappeler au nouveau gouvernement sa promesse d'abroger cette taxe. Une de leurs premières actions a été d'organiser une [marche de victoire](#). Les kayayei ont été efficaces: le 2 mars 2017, le nouveau [ministre des Finances annonçait que la taxe serait supprimée](#) (en anglais).

(Suite de la page 2)

Ce projet coïncide avec une politique nationale de développement du département des Affaires environnementales impliquant l'élaboration de directives à respecter par les autorités municipales sur l'intégration des récupérateurs et récupératrices de matériaux dans les systèmes locaux de gestion des déchets solides.

L'objectif général de ce projet est d'inciter les récupérateurs et récupératrices de matériaux à se structurer eux-mêmes en organisations de base fortes et démocratiques qui peuvent négocier avec les autorités municipales leur intégration active dans les systèmes de gestion des déchets solides. Le projet vise à remplir cet objectif à travers quatre thèmes prioritaires :

1. La recherche en politiques sur les sites du projet afin de saisir les dispositions actuelles du gouvernement local autour de la gestion des déchets solides, et tous impératifs de politiques concernant l'intégration des récupérateurs et récupératrices de matériaux dans le système.
2. L'information des travailleurs et travailleuses sur les dispositions municipales pour l'intégration des récupérateurs de matériaux dans les systèmes de gestion des déchets solides, afin qu'ils puissent élaborer leurs propres demandes en matière d'intégration.
3. La formation en techniques de négociation pour habiliter les récupérateurs et récupératrices de matériaux à négocier la prise en compte de leurs demandes dans les politiques.
4. Le renforcement des organisations de récupération des matériaux, et l'aide à la constitution et au renforcement de l'Association sud-africaine des récupérateurs et récupératrices des matériaux (SAWPA) en association nationale.

Les trois villes du projet ont été choisies sur la base de recherches précédentes menées par WIEGO et d'autres** sur les conditions et le potentiel d'organisation des récupérateurs et récupératrices de matériaux dans ces secteurs, et sur la taille du marché des déchets. Un groupe de référence a été mis en place pour permettre une surveillance stratégique du projet. Ce groupe comprend des représentants des récupérateurs et récupératrices de matériaux, « ground Work » — l'organisation de justice environnementale qui a soutenu SAWPA depuis sa création en 2009 — et WIEGO.

La première étape consistait à présenter le projet WISA auprès du comité national de SAWPA — qui inclut les neuf représentants provinciaux de SAWPA issus des trois villes du projet. Puis, le 3 décembre 2016, à Johannesburg, WIEGO a organisé un rassemblement de masse historique entre deux types de recycleurs — ceux qui travaillent dans les décharges et ceux qui travaillent dans les rues. C'était la première fois que les recycleurs des deux groupes se rencontraient pour parler de leur travail et pour partager leurs expériences. Les 105 recycleurs et recycleuses qui se sont retrouvés au rassemblement ont élu des représentants issus des 7 sites de



Recycleurs de femmes de George Goch.
Photo: V. Pillay

travail pour former le comité représentatif de Johannesburg. Le projet WISA a également été présenté au comité des recycleurs de Tshwane, qui représente quatre secteurs, principalement de travailleurs sur sites de décharge. Le Comité de Tshwane Rankuwa, Onderstepoort, Mamelodi et Soshanguve (ROMS) doit toujours œuvrer à l'organisation des recycleurs travaillant dans les rues de la ville. L'équipe de WIEGO pour ce projet rencontrera aussi les recycleurs et recycleuses de Sasolburg.

Les prochaines étapes :

Les recycleurs et recycleuses de Johannesburg se sont préparés pour leur première rencontre depuis six ans avec les autorités municipales, qui s'est déroulée le 17 et 18 mai 2017. Deux représentants du projet WISA ont été sélectionnés par le comité de Johannesburg afin de représenter leurs intérêts dans un groupe de travail national qui doit être convoqué par le département des Affaires environnementales, pour élaborer les directives nationales pour l'intégration des récupérateurs et récupératrices de matériaux. La participation dans ce groupe de travail national donnera une voix aux récupérateurs et récupératrices de matériaux dans le processus national d'élaboration des politiques.

** Les recherches précédentes incluaient :

- Samson, M. [Organizing Reclaimers in Tshwane, South Africa](#) (en anglais).
- Samson, M. « [Récupérer les matériaux réutilisables et recyclables en Afrique – un examen critique de la littérature de langue anglaise](#) ».
- Samson, M. [Organizing in the Informal Economy: A Case Study of the Municipal Waste Management Industry in South Africa](#) (en anglais).
- Schenk, R. and P.F. Blaauw. [The Work and Lives of Street Waste Pickers in Pretoria](#) (en anglais).
- Theron, J. [Options for Organizing Waste Pickers in South Africa](#) (en anglais).

Félicitations à la FITD!

La [Fédération internationale des travailleuses et travailleurs domestiques](#) (FITD) a été bénéficiaire en 2017 du Prix de la justice et de la paix, remis par la Fondation pour la justice et la paix de l'évêque Tji Haksoon, en Corée du Sud. [La lettre d'attribution du Prix](#) (en anglais) relève que les membres de la fondation « ont été très impressionnés par votre dévouement à défendre les droits des travailleurs et travailleuses domestiques à l'échelle mondiale ». La FITD a reçu cette distinction lors de la [cérémonie de remise du Prix](#) (en anglais sous-titré en coréen) à Séoul, au mois de mars 2017.

La Journée internationale des récupérateurs et récupératrices de matériaux 2017 a été célébrée autour du monde

De nombreux événements différents ont eu lieu dans le monde entier le 1er mars, Journée internationale des récupérateurs et récupératrices de matériaux. On trouve parmi ceux-ci: une émission de radio en Inde, une campagne « merci aux récupérateurs et récupératrices des matériaux » en Colombie, et des manifestations en Argentine, en Colombie, en France, et au Sénégal. Davantage d'informations à propos de ces événements sont disponibles sur le [site web de l'Alliance mondiale des récupérateurs](#). De plus, à l'occasion de cette Journée internationale, la spécialiste du secteur de la récupération des matériaux pour WIEGO, Sonia Dias, a partagé dans une publication de blog [quatre stratégies pour intégrer les récupératrices et récupérateurs de matériaux dans les villes de demain](#).

Des nouvelles de l'Initiative garde d'enfants de WIEGO

En réponse à la demande des organisations de base des travailleurs et travailleuses de l'économie informelle (OBA), le [Programme de protection sociale](#) de WIEGO a lancé l'[Initiative garde d'enfants](#) (CCI) en 2014. La première étape de cette initiative a été de mener une recherche sur la garde d'enfants et le travail informel, en collaboration avec les organisations de base de cinq pays : la coopérative des récupérateurs et récupératrices de matériaux Altimorjam au Brésil, l'Association des marchés du Ghana (GAMA), [l'Association des vendeurs, vendeuses, colporteurs et colporteuses du Ghana](#) (IHVAG), [l'Association des femmes indépendantes](#) (SEWA) en Inde, [l'Association sud-africaine des travailleurs et travailleuses de l'informel](#) (SAIWA), et [HomeN-et Thaïlande](#) (HNT).

Nous avons appris que chaque jour, les femmes travailleuses de l'informel font face au choix difficile de ce qu'il faut faire des jeunes enfants à leur charge pendant qu'elles travaillent. Les responsabilités de garde d'enfants peuvent diminuer la productivité, ce qui implique de plus faibles revenus. Les femmes travailleuses de l'informel finissent par travailler de longues heures pour essayer de combler les besoins basiques de leur foyer, en laissant peu de temps disponible pour s'occuper d'elles et de leurs enfants. Beaucoup de femmes travailleuses de l'informel doivent faire des compromis difficiles quand il est question de la garde des enfants. Par exemple, les vendeuses de rue prennent souvent leurs enfants avec elles lorsqu'elles sortent pour écouler leur marchandise dans des rues ou des marchés bondés. De nombreuses travailleuses à domicile s'occupent de leurs enfants et travaillent en même temps. Les travailleuses domestiques migrantes laissent en général leurs enfants avec des membres de la famille étendue pendant qu'elles travaillent dans une autre ville ou un autre pays. Les récupératrices de matériaux peuvent avoir à choisir entre emmener leurs enfants dans des décharges insalubres et des déchetteries, ou bien les laisser sans surveillance à la maison. Beaucoup de travailleuses domestiques et d'assistantes maternelles, qui gagnent leur vie en prenant soin des autres, ne gagnent pas assez pour payer le coût d'une garde pour leurs propres enfants.

WIEGO estime que la mise à disposition publique de garde d'enfants pour les travailleuses de l'informel doit être une part essentielle de la mise en œuvre de la Recommandation 204 (R204) sur la Transition de l'économie informelle vers l'économie formelle. La R204, qui a été adoptée par la 104e CIT le 12 juin 2015, reconnaît qu'afin de promouvoir l'égalité des sexes, les femmes travailleuses de l'informel doivent avoir accès à des services de soins à l'enfance qui soient abordables et de qualité.

À travers une consultation avec les organisations de base, WIEGO a conçu une [brochure](#) à utiliser comme un outil de campagne pour la garde d'enfants publique. Nous voulons que les gouvernements nationaux et les autorités locales comprennent que pour travailler et gagner plus



Un Kayayei à Accra, au Ghana, porte son enfant sur son dos pendant qu'elle travaille. Photo: Jonathan Torgovnik/Getty Images Reportage

de revenus, les femmes travailleuses de l'informel ont besoin de services publics de soins à l'enfance de qualité. Les enfants des femmes travailleuses de l'informel méritent qu'on prenne soin d'eux pour grandir, pour apprendre, et être en bonne santé. Les travailleuses plus âgées ont également le droit de se reposer, sans avoir à endosser la responsabilité de gagner un revenu, ou de s'occuper de jeunes enfants.

Nous voulons des sociétés qui prennent soin des enfants, des travailleuses et travailleurs, et des personnes âgées. Toutes les travailleuses doivent pouvoir bénéficier de protections de la maternité et avoir accès, où qu'elles travaillent, à des services publics de garde d'enfants de qualité au travers des systèmes nationaux de protection sociale.

Cette campagne décrit [plus de moyens](#) – en plus de l'application de la R204 – à propos desquels les femmes travailleuses de l'informel, leurs organisations et leurs alliés appellent les gouvernements locaux et nationaux à prendre des mesures. En lire plus sur la [mobilisation des travailleuses de l'informel pour la garde d'enfants](#).

Pour plus d'informations ou pour fournir des commentaires sur l'Initiative garde d'enfants, s'il vous plaît envoyez-nous un courriel à childcare@wiego.org.